

# rouge

quotidien communiste révolutionnaire

Rouge sur 8 pages et seulement sur Paris

La panne d'électricité d'hier a immobilisé nos machines jusqu'à 16 h. C'est pourquoi cette édition parisienne ne paraît que sur huit pages.

Rouge ne paraît pas jeudi

Comme l'ensemble de la presse nationale, « Rouge » ne sortira pas jeudi, journée de lutte contre la politique du pouvoir.



## la panne a été suivie massivement

**L**A France entière, à part le Nord-Est, a été paralysée toute la matinée d'hier par une gigantesque faillite du réseau EDF. La rupture d'un câble, par une réaction en chaîne incontrôlable et immédiate, s'est répercutée sur toutes les centrales électriques du pays sauf celle de Fessenheim. Depuis des années les syndicats CGT et CFDT d'EDF avaient mis en garde la direction : à tout moment en hiver, l'ensemble du système pouvait rompre sous la seule influence d'une vague de froid subite qui ferait grimper la demande d'électricité pour le chauffage. La politique de la corde raide d'EDF est volontaire : consacrant presque toutes ses ressources aux investissements de long terme dans le tout-nucléaire, elle néglige les centrales classiques et y bloque les renouvellements d'équipements. La panne d'hier, deux jours après la hausse des prix du pétrole, tombe particulièrement bien pour justifier la relance du programme électronucléaire du gouvernement. Il y a parfois de bizarres hasards.

J.-P. R.

lire page 4

jazz

lire page 7

4 000 manifestants à Gdansk

lire page 2

sidérurgie en Lorraine

lire page 8

dans la Loire face au baron Empain

lire page 4

## toutes et tous dans la rue jeudi !

pour l'abrogation des mesures sur la Sécurité sociale !

unité contre ce gouvernement !

**L**ES dizaines de milliers de travailleuses et de travailleurs manifesteront demain pour l'abrogation des mesures sur la Sécurité sociale et contre le gouvernement. Mais, l'unité des organisations ouvrières ne sera pas au rendez-vous. La CFDT, toute à son « recentrage », a refusé de s'associer à cette journée qu'elle a qualifiée de « défilé protestataire ». Elle doit affronter l'incompréhension et l'hostilité de beaucoup de ses militants et organisations qui seront demain dans l'action. C'est qu'il faut lui donner des gages au gouvernement et au patronat, avec qui elle a entrepris un dialogue qu'elle juge « constructif ». Force ouvrière, fidèle à son attitude traditionnelle, ne bougera pas non plus demain. Mais, dans les défilés, on pourra dénombrer les banderoles.

La CGT, qui est à l'origine de la journée du 21, a réagi bien tard. Les mesures gouvernementales qui frappent les salaires et menacent la Sécurité sociale étaient connues à l'avance. Il était

possible et nécessaire de procéder à une mobilisation préventive.

Quant au PC et au PS, ils jugent sans doute avoir mieux à faire que de descendre dans la rue avec les travailleurs quand ceux-ci sont durement attaqués.

Pour être efficaces, la journée de demain doit être un début. Elle doit permettre le maximum d'accords unitaires entre les organisations CGT, CFDT, FO et FEN. Elle doit mettre en cause ce gouvernement et son Assemblée, à la botte des patrons, qui s'apprêtent à asséner des coups plus durs encore. Des centaines de milliers de travailleurs seront en grève, demain, malgré la division des organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier. Ils montreront leur volonté de ne pas laisser faire Giscard-Barre et Ceyrac ! La lutte doit se poursuivre pour l'unité d'action sur les revendications, pour la préparation d'une grève générale, seul moyen de casser l'offensive bourgeoise, de renvoyer Giscard-Barre et son Assemblée, d'imposer un gouvernement du PS et du PC !

M. T.

## SOUSCRIPTION

Pierre, pour que Rouge s'améliore et reste quotidien	2967,00
Une militante de la LCR CAF 15°	50,00
Une travailleuse CAF 15°	100,00
Jacques et Béatrice Paris	100,00
C. et D. B. Chartres	80,00
P. S. Chartres	20,00
B. V. LCR Martigues	50,00
Jean-Christian et Marthe Dreux	500,00
Pour que Rouge ne fasse plus d'erreur de gestion et devienne un bon hebdo Olonne	100,00
Paco, militant LCR, vétérinaire (Guéret 23) pour laisser la peur du rouge aux bêtes à cornes	200,00
F. G. militant PSU Chaville	100,00
Pour la liberté d'expression et de lecture à l'armée, trois appels	
B. L. de Caen (MAS, sympathisant LCR), L. W. DE Paris A. T. de Paris	150,00
Après 10 jours de grève au triage de Villeneuve-Saint-Georges	
Un cheminot étudiant	100,00
C. S. Niort	50,00
On était 100 à la MJC de Fresnes pour soutenir Rouge 1 58 6,80	
M. H. J. militante Orléans	700,00
X. L. militant 1/2 prime annuelle	420,00
L. C. militant PSU Saint-Cloud	100,00
G. R. métallo Oloron	30,00
G. M. métallo Oloron	10,00
B. C. maçon Oloron	10,00
C. S. manutentionnaire Oloron	10,00
MA Oloron	50,00
H. M. manutentionnaire Oloron	10,00
Comité Barricades campus Grenoble	100,00
R. D. en provisoire hibernation politique près du Vercors derrière la fenêtre, face aux montagnes et au silence régénérateur de paroles	
... nouvelles	300,00
M. R. Rennes	100,00
Quand j'entends de le nom de Zorro, cela me fait rire pendant une semaine	50,00
L'œuf Tours	180,00
Thierry Tours	10,00
Nicole Tours	10,00
Philippe T. Tours	100,00
Marie-Laure Tours	15,00
Benoist Tours	104,00
Michel L. Métaux Tours	50,00
Thierry métaux Tours	100,00
Béru métaux Tours	50,00
P. M. étudiant Tours	122,00
G. M. maman de militante	50,00
Anonyme Tours	180,00
François Tours	150,00
Sympathisant E. I. Tours	300,00
M. ou C. de Nice	100,00
Groupe taupier rouge Langres	100,00
D. le N. Athis Mons	30,00
Pour arrondir	0,20

TOTAL DU JOUR : 9 695  
 ANCIEN TOTAL : 1 069 560  
 NOUVEAU TOTAL : 1 079 255

foie gras et musique des Andes  
 pour Rouge à Paris

LA fédération de Paris organisait, dimanche 27 décembre, une vente-spectacle dans le cadre de la souscription pour « Rouge ». Pour le menu : confits, chocolat, champagne, whyskies, foie gras, sandwiches et vin rouge : il y avait pour tous les goûts y compris pour nos camarades latino-américain qui vendait sur place des « empanadas » que tous apprécèrent.

L'artisanat était aussi au rendez-vous : cuir, bijoux, écharpe... ainsi que l'art : vente de lithographies et de dessins. Le spectacle se composait de quatre ensembles d'Amérique du Sud dont le dernier fut le plus apprécié : ceux du groupe Karumanta (celui qui vient de loin) qui nous présentèrent — sur une estrade fort petite — plusieurs danses de leur pays.

Tous ces artistes latino-américain sont aussi des militants politiques exilés en France et leur geste de

solidarité envers « Rouge » doit être compris comme un acte militant dans le combat que nous menons tous ensemble, en France, comme en Argentine ou au Chili.

Cette fête fut donc, malgré sa préparation trop hâtive, un petit succès et c'est plus de cinq cents personnes qui, au long de ce dimanche, sont venus témoigner de leur soutien à « Rouge » dans cette petite salle de l'Épicerie, à deux pas de l'Hôtel de ville de Paris.

Le bénéfice réalisé (2000 F) n'est certes pas énorme mais chaque initiative compte autant que le résultat car elle témoigne autour de nous de la volonté de notre organisation de défendre son quotidien.

NB : Le reste de la bouffe non-vendue le dimanche 17 décembre est disponible au 10 impasse Guéméné pour les militants et sympathisants n'ayant pu venir dimanche à la salle de l'Épicerie

pour commémorer les événements sanglants de décembre 70

## 4 000 manifestants à Gdansk

Une manifestation commémorative s'est déroulée lundi à Gdansk pour marquer le huitième anniversaire des « événements tragiques » de décembre 1970, à la suite desquels Edward Gierek a accédé au pouvoir.

Cette manifestation, organisée par plusieurs mouvements dont le KOR et le Mouvement pour la défense des droits de l'homme et du citoyen, a rassemblé, selon les dissidents, 4000 personnes, qui ont déposé des fleurs devant les chantiers navals

de la ville où éclatèrent à l'époque les premières salves.

Depuis plusieurs jours, ajoutent les dissidents, les patrouilles de police avaient été renforcées. On indique, toujours de même source, que la milice a appréhendé une vingtaine de personnes et procédé à une quinzaine de perquisitions aux domiciles des dissidents.

La manifestation qui a duré une heure environ s'est ensuite dispersée dans le calme.

## que s'est-il passé en décembre 70 à Gdansk ?

Le 12 décembre 1970, le gouvernement annonce une hausse de 10 à 30 % des prix des produits de première nécessité. La grève démarre immédiatement aux chantiers navals de Gdansk. Le 14 décembre, les ouvriers manifestent au chant de l'Internationale et aux cris de « pain et liberté » à Gdansk, Gdynia, Sopot. Il y a des combats de rue.

Du 15 au 17 décembre, la grève s'étend à toute la Pologne. Il y a des affrontements à Szczecin entre les manifestants et la milice. Le 23 décembre, Gomulka, premier secrétaire du parti

est destitué. Sept milliards de zlotys sont « débloqués » pour les augmentations de salaires.

Le 7 février 1971, les grèves reprennent à Gdansk et Gdynia, pour la libération des ouvriers emprisonnés. Le 11 janvier, grève sur le tas à Szczecin : les ouvriers exigent la démission du président des syndicats. Le 24 janvier : Gierek, nouveau premier secrétaire du parti s'explique devant les ouvriers des chantiers navals de Szczecin, il refuse l'augmentation des salaires. Le 25, même scénario à Gdansk.

Le 16 février, à la suite d'un mouvement de grève à Lodz, l'augmentation des prix alimentaires est annulée... Rappelons aussi que la grève des ouvriers d'Ursus qui, il y a deux ans, fit

vaciller Gierek avait eu aussi pour cause immédiate l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Une nouvelle fois, l'augmentation des prix aurait dû être reportée...

## pour Rudolph Bahro

Le comité Rudolf Bahro de Paris organise ce soir mercredi à 20 h 30, 46, rue de Vaugirard, une réunion d'information sur la situation de l'opposant communiste condamné à 8 ans de prison et incarcéré en RDA. Un compte-rendu sera fait du colloque « pour et sur Rudolf Bahro »

qui s'est tenu il y a un mois à Berlin-Ouest. Les animateurs du comité feront également une information sur un colloque qui doit se tenir à Paris au début de l'année 1979, à l'occasion de la parution en français du livre de Bahro, « L'Alternative ».

## dazibao antibureaucratique à Pékin

Une enquête aurait été ouverte par le chef du PC chinois, Hua Kuo-feng pour réexaminer le cas de l'ancien président de la République Liou Shao-chi, le « Krouchtchev chinois » destitué durant la Révolution culturelle. C'est ce que révèle une affiche apposée sur le « mur démocratique », lundi à Pékin.

Ce long texte de 48 pages, signé par un « cheminot de Pékin » anonyme est le dazibao remettant le plus en question le régime chinois depuis le début du « printemps de Pékin » à la mi-octobre. L'auteur de l'affiche met en cause la façon dont Hua Kuo-feng a succédé à Mao Tsé-toung, par la seule volonté de ce dernier.

« Eliminer la bureaucratie et prévenir la naissance d'une couche de privilégiés »

Après avoir évoqué les « erreurs relativement gra-

ves » de Mao, il s'adresse à ses héritiers, Hua Kuo-feng et Teng Hsiao-ping, et demande « qui peut nous garantir que le camarade Hua Kuo-feng ne commettra pas d'erreur lui non plus ? » L'auteur « demande une réforme radicale du système étatique en Chine qui est, selon lui « pratiquement le même qu'en URSS » afin « d'éliminer la bureaucratie et de prévenir la naissance d'une couche de privilégiés ».

Le cheminot met également en garde le peuple chinois contre une modernisation « à la soviétique » : enrichissement de l'Etat et appauvrissement du peuple ». Pour cela, poursuit-il, il faut que le peuple « puisse élire et destituer à tout moment ses représentants. C'est là un droit populaire fondamental, efficace pour prévenir les arrivistes et les conspirateurs ». Du point de vue de la légalité, même le président Mao, le Premier ministre Chou En-lai, le président Hua Kuo-feng et le vice-président Teng Hsiao-ping sont au nombre de ceux qui peuvent être destitués, affirme-t-il encore.

Le cheminot dénonce une « protection artificielle » maintenue autour du prestige de Mao Tsé-toung et demande « les responsables de cela sont-ils conscients des conséquences politiques qu'il y a à se moquer des masses ? »

S'adressant au vice-président Teng Hsiao-ping, il loue « sa façon de garder la situation à l'esprit et de ne jamais penser à ses pertes ou ses gains personnels, mais ajoute-t-il sa façon d'agir montre qu'il n'a pas beaucoup de foi dans l'aptitude des masses à se faire un jugement politique. » Il cite à ce propos une déclaration de Teng Hsiao-ping niant que Mao Tsé-toung ait été « lié aux événements de la place Tien An Men » d'avril 1976.

« Porter les luttes internes au CC à la connaissance des masses »

A ce sujet, un lecteur écrit sur une page réservée par

l'auteur aux « commentaires des masses » : « le vice-président Teng devrait venir ici et lire les dazibaos au lieu d'excuser les erreurs de Mao. »

Le dazibao demande encore que « toutes les luttes politiques internes au parti, en particulier internes au comité central soient portées à la connaissance des masses. » Citant une lettre écrite par Mao à son épouse Chiang Ching en 1975, il exige également la publication de tous les écrits et discours de Mao après la Révolution culturelle, toujours pour que « les masses sachent ». Le cheminot affirme enfin que depuis 1949 si « les réalisations économiques du pays ont été grandes, le salaire des ouvriers n'a pas été majoré pendant 20 ans et le niveau de vie des paysans a stagné dans les années suivant la libération. » « J'aimerais, dit-il, demander où en seront les conditions de vie du peuple chinois à la fin du XX<sup>e</sup> siècle ? » A quoi un lecteur a répondu : « Toutes ces questions sont bien posées. »

journée d'action du 21 décembre

# le 21 ni courrier, ni train, ni journal

Pas de courrier, pas de trains, pas de journaux, parfois pas d'écoles, tel est le visage que risque d'avoir la journée du 21 décembre. La CGT a décidé, en effet, d'appeler les travailleurs de ces professions à une grève de 24 heures. De même, les travailleurs de l'Etat, de la santé, de la Fonction publique, sont appelés à arrêter le travail pendant toute une journée. Enfin, des débrayages, allant d'une heure à 24 heures sont prévus dans le privé.

Mais aussi, si ces grèves et manifestations risquent d'être massifs, c'est parce qu'ici ou là des fédérations ou des unions départementales de la CFDT appellent au mouvement. Si Maire, dont les critiques au 21 décembre ont été répétées, lundi matin, a réaffirmé son opposition nette et tranchée à la journée de jeudi, sa position suscite des remous.

Dans une dizaine de départements, un appel unitaire des unions départementales CGT et CFDT est connu. Il concerne 7 départements de la région Rhône-Alpes, mais aussi le Maine-et-Loire, la Loire-Atlantique, le Cher, l'Ardèche, les Bouches-du-Rhône... Certaines fédérations les imitent : construction et bois, Hacuitex, ainsi que l'union régionale PTT de Paris et l'union régionale de l'Île-de-France.

Toutes ces positions qui s'expriment par des débrayages ou une simple participation aux manifestations seront parfois accompagnées d'une grève des écoles. Le Syndicat national des instituteurs appelle à contacter les unions départementales de la CGT pour organiser des manifestations communes. Certaines sections de la FEN appellent à la grève.

Ces ralliements des uns et des autres se font d'ailleurs parfois sans illusions : l'exemple de l'union départementale des Bouches-de-Rhône qui souligne qu'elle n'est pas en désaccord avec la confédération sur l'inutilité en règle générale des journées d'actions, le montre bien. Simple-ment, l'ampleur des attaques portées nécessite une réaction. Et pour les cédétistes marseillais, leur appel à la manifestation risque de débloquent les sectarismes qui ont fait tant de mal ces derniers mois... L'unité pour arrêter le plan Barre, les attaques contre la Sécurité sociale et les menaces sur l'emploi, c'est le langage de tous ceux qui se rallient au 21 décembre, c'est aussi le langage que doivent avoir les manifestants de jeudi contre le gouvernement et son austérité.

F. J.

## CFDT

### gages donnés au gouvernement et au CNPF

« Les travailleurs ne comprennent pas qu'on ne se soit pas mis d'accord avec la CGT », reconnaissait lundi Edmond Maire au cours d'une conférence de presse convoquée de toute urgence. Il qualifiait la journée du 21 décembre de « journée éteignoir », certains aspects des mesures gouvernementales sur la Sécurité sociale de « non totalement négatifs ». Plusieurs unions départementales CFDT ont décidé de participer unitairement à l'action du 21 : C'est « qu'elles n'ont pas résisté à la situation créée par la CGT », déclare Edmond Maire. Il ajoute que certains militants « ont préféré une action unitaire temporaire à la politique décidée démocratiquement par la confédération ». Edmond Maire est donc contraint de durcir le ton et de réité-

rer son appel à l'inaction, malgré les oppositions multiples apparues dans la confédération. Il y est contraint pour maintenir sa crédibilité auprès du gouvernement et des patrons. Il ne peut en effet jouer d'un côté le jeu de la négociation et de la concertation systématique et d'un autre, se laisser entraîner à l'action — fût-elle de 2 heures — avec la CGT. Gouvernement et CNPF attendent en effet, de la CFDT qu'elle mette en pratique ses déclarations, pour juger de l'intérêt à considérer cette centrale comme l'interlocuteur privilégié. En réitérant mardi son refus de l'action, Edmond Maire a donné les gages qu'attendaient gouvernement et patro-

Michel Thomas

### dans une interview à Libération, Edmond Maire partisan d'un syndicalisme d'austérité à l'italienne

Dans une interview dont « Libération » publiait hier la première partie, Edmond Maire s'explique longuement sur la vision à long terme de la CFDT, qui éclaire son orientation présente. Le secrétaire général de la CFDT insiste sur la nouvelle division internationale du travail qui a pour effet de séparer la classe ouvrière des pays occidentaux en deux parties : les travailleurs relativement protégés des grandes entreprises et des administrations d'une part, la masse des travailleurs à statut précaire d'autre part. Il s'inquiète des « risques d'une déstabilisation générale de la société » qui pourraient en résulter.

Il ajoute : « C'est parce qu'ils sont plus avancés que nous dans ce processus de dissociation des salariés et de déstabilisation de la société que nos camarades italiens ont pris des positions tranchées sur ce problème ».

La CFDT serait-elle devenue l'adepte « d'un bon sage de l'austérité » ? Edmond Maire répond : « Les syndicalistes

italiens ont été amenés à concevoir des solutions très réalistes acceptant des sacrifices, voire l'austérité pour les travailleurs les mieux protégés, en contre partie d'un réel transfert d'avantages en faveur des travailleurs périphériques « moins favorisés ». Il reconnaît que cette ligne passe mal dans la base syndicale, constituée par les travailleurs du « centre ».

Selon lui, les Italiens « ne disposent pas d'un Etat et d'un système politique qui garantissent vraiment des transferts ». En va-t-il autrement en France grâce aux institutions de la V<sup>e</sup> République et à Giscard ? Edmond Maire ne le dit pas, il ajoute qu'en France : « Nous ne raisonnons pas sur des transferts directs entre catégories de salariés mais sur la nécessité d'établir des priorités dans les thèmes de lutte, de ne plus prétendre apporter des satisfactions identiques à tout le monde ».

Où est la différence avec l'orientation pro-austérité du syndicalisme italien ? Quand Edmond

Maire affirme « que les travailleurs qui gagnent plus de trois fois le SMIC, « préfèrent une nette diminution de leurs horaires quitte à perdre un peu de salaire ». Quand il déclare au sujet de la Sécurité sociale : « Nous avons mis l'accent, volontairement, sur le maintien des droits et de la couverture sociale pour tous. Cette démarche résulte d'un choix collectif qui accorde la priorité aux satisfactions du pouvoir d'achat pour tous ».

Sous le couvert de lutte pour des « satisfactions » différenciées selon les revenus et le statut des travailleurs, la CFDT est en fait partisans d'un transfert des revenus

entre couches salariées. Elle n'utilise pas encore le terme « austérité » uniquement pour des raisons d'opportunité.

La CFDT est en effet minoritaire en France, quand la CGIL est largement majoritaire en Italie. Elle est donc contrainte d'avancer sa ligne d'austérité sous des vocables adéquats, tant que la CGT ne s'y est pas elle-même ralliée.

Ces précautions de langage ne cachent pas le fond de l'orientation cédétiste, qu'Edmond Maire exprime assez clairement dans son interview à « Libération ».

### aux militant(e)s parisiens

Un tract d'appel à la journée du 21 est disponible au 10, impasse Guéméné. Il faut que tous les secteurs passent au local pour diffuser ce tract.

Nous rappelons que les militants et militantes doivent prendre contact avec leurs DF et DS pour la préparation et l'organisation de la manifestation.

### quelques réactions...

#### ◆ L'Union régionale CFDT des pays de Loire

Le conseil régional des pays de Loire appelle ses UD à « prendre contact... pour prendre toutes initiatives interprofessionnelles dans les jours à venir et susciter le développement de l'action la plus large possible ». Une manifestation commune est organisée par les UD CGT et CFDT de Maine-et-Loire, ainsi qu'en Loire atlantique. Le conseil régional estime d'autre part « nécessaire une riposte de l'ensemble de la classe ouvrière. Les journées nationales d'action sont, en soi, insuffisantes et qu'il est nécessaire de poursuivre l'action dans les semaines et les mois à venir.

#### ◆ La fédération Hacuitex CFDT

Dans un communiqué la fédération Hacuitex CFDT appelle « toutes ses organisations à développer l'unité d'action... à faire du 21 une journée de protestation ». Elle souhaite une participation de ses militants aux diverses manifestations.

Un responsable contacté par téléphone a affirmé que ce n'était pas simplement « branche par branche » qu'il fallait riposter. De plus, pour la fédération, le 21 prépare le rapport de forces à instaurer pour les réunions paritaires sur les salaires prévues pour le début de l'année prochaine.

#### ◆ L'union régionale CFDT PTT de Paris

L'URP CFDT des PTT appelle « l'ensemble de ses syndicats, de ses adhérents et de tous les travailleurs des PTT » à participer à la manifestation organisée par la CGT. Elle entend ainsi « affirmer la nécessité d'une action unitaire et de masse de tous les travailleurs et de leurs organisations syndicales face à la multiplication des attaques gouvernementales et patronales ».

#### ◆ L'Union départementale CFDT du Rhône

L'UD CFDT du Rhône appelle à la manifestation de 16 h à Lyon, aux côtés de la FEN et de la CGT. Elle demande à ce que toutes les conditions nécessaires à la réussite de ce rassemblement soient réunies. Cela implique évidemment des mots d'ordre de débrayage des sections syndicales.

Pour l'union départementale, il est nécessaire de se battre entreprise par entreprise, mais aussi de réagir aux menaces sur le devenir de la Sécurité sociale. De plus, le 21 est pour elle une préparation aux états-général sur l'emploi qui auront lieu le 7 février.

#### ◆ UD CFDT Bouches-du-Rhône

La CFDT des Bouches-du-Rhône appelle à la manifestation intersyndicale convoquée à 17 h à Marseille. En soulignant qu'ils ne sont pas en désaccord avec les positions de la confédération sur l'inutilité — en règle générale — des journées d'action, les responsables syndicaux affirment que l'ampleur des attaques portées aujourd'hui implique qu'il y ait au moins des réactions des organisations des travailleurs.

Pour eux, localement, il fallait profiter de l'occasion pour renouer les liens avec la CGT, liens qui sont distendus depuis des mois.

L'union départementale demande à ses militants de sensibiliser les travailleurs en déposant partout les revendications, en particulier la compensation des attaques sur les salaires contenus dans les mesures sur la Sécurité sociale, mais aussi de répondre centralement, à la remise en cause actuelle des acquis.



le cadeau  
du père Noël

Le pain augmente. L'essence augmente. La Sécurité sociale augmente. Les loyers augmentent. Les salaires n'augmentent pas. La situation n'est pas très bonne.

Les fêtes approchent. Cadeaux. Dépenses. Il y a aussi les impôts, locaux, sur le revenu, vignette de bagnole. Et puis le concierge, les éboueurs, le facteur, les pompiers qui vont passer pour les étrennes.

Les dettes s'accroissent, et un beau jour, toc-toc-toc, qui frappe ? C'est l'huissier. Il vient saisir. Deux solutions.

Vous êtes dans un coin de fortes traditions de bagarres. Le comité des locataires est implanté et dynamique. Les organisations politiques se démènent. En moins de une, une dizaine de personnes sont sur votre palier. L'huissier se heurte à une force collective. Il se retire.

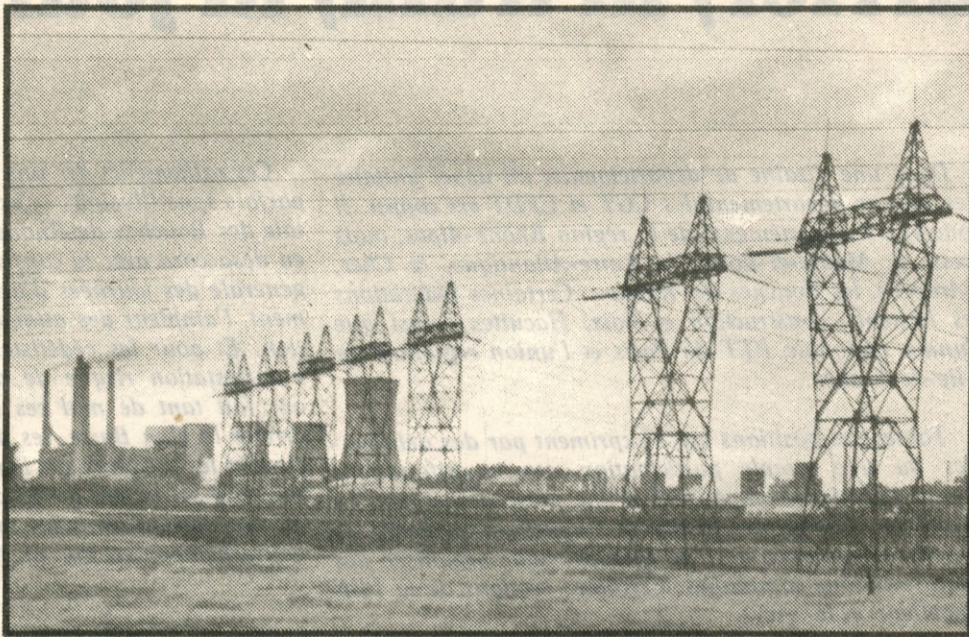
Mais il se peut aussi que vous soyez un peu isolé dans un coin trop paisible. Tout n'est pas perdu pour autant, à condition que vous ayez pris quelques précautions. Vous avez au moins un ami sûr. Par courrier, reconnaissez lui devoir de l'argent. C'est toujours plus ou moins vrai. Il vous fait alors saisir par huissier, une saisie exécution garantissant le paiement de la dette, mais vous laissant l'usage de vos biens. Si vous avez d'autres dettes et qu'un second huissier se pointe, trop tard ! Tout est déjà saisi !

Vous pouvez aussi vendre tous vos biens à un bon copain. Il suffit d'en faire l'inventaire sur une feuille avec timbre fiscal signée par l'acquéreur et deux témoins. Puis faites enregistrer cette vente à la recette-perception. Songez qu'il y a des droits à payer, proportionnels au montant de la vente. Vous n'êtes désormais plus que détenteur de vos biens, ce qui n'enlève rien à leur valeur d'usage mais les rend insaisissables. Pour rendre à César ce qui lui appartient, sachez que ces bons conseils sont extraits de la dernière livraison du « P'tit Rouge de Touraine », un excellent mensuel de contre-information, qui lui-même les avait piqués à « Alternatives ». Comme ça, tout le monde en profite.

D. F.

● Un Bastiais, soupçonné d'être au Front national de libération de la Corse a été libéré lundi. Il avait été appréhendé dans la nuit du premier au deux décembre alors qu'il peignait le sigle de l'organisation autonome corse. Il avait été accusé le 8 décembre d'appartenir à un mouvement visant à porter atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat.

● Le Comité breton anti-répression (COBAR) organise une réunion d'information sur les prisonniers politiques bretons. Mercredi, amphithéâtre de la faculté Dauphine, à 20 h 30.

disjoncteur mal réglé ?  
un pays paralysé en quelques  
secondes

**I**NUTILE de déborder d'imagination pour décrire ce qui arriverait si la panne d'hier s'était prolongée de plusieurs jours — ce que personne ne pouvait exclure —. Trains, métros, ascenseurs, aéroports bloqués ; mais aussi bus et voitures, car non seulement l'absence de feux rouges crée des embouteillages monstres, mais les pompes à essence, qui fonctionnent maintenant électriquement, sont toutes hors de service. Restent les pieds où les vélos, pour se déplacer. La paralysie économique serait donc complète, le ravitaillement de plus en plus difficile, le chauffage coupé. Déjà hier, les cliniques ne disposant pas — rentabilité oblige — d'un groupe électrogène propre, ont dû transférer en catastrophe certains

malades dans les hôpitaux ; le froid aidant, la saturation de ces derniers ne tarderait pas à provoquer des drames.

Science-fiction ? Tout cela est pourtant arrivé, tel quel, aux USA, toujours précurseurs. Le 9 novembre 1965, la coupure d'une ligne à haute-tension venant des chutes de Niagara provoquait en 4 secondes la rupture de l'approvisionnement électrique de la majeure partie du Nord-Est des USA, plongeant 30 millions de personnes dans l'obscurité en bloquant 600 000 dans les trains et les métros. Ce scénario s'est répété des dizaines de fois dans diverses régions des Etats-Unis depuis. La dernière fois, lors de la grande panne de New-York, la direction d'EDF avait juré que jamais cela ne pourrait se produire

en France.

Pourquoi un accident mineur et local peut-il amener, en chaîne, de telles catastrophes ? C'est que, quand une panne affecte la production d'une centrale, les autres unités compensent immédiatement et automatiquement cette carence en accroissant leur propre production. Il suffit que la panne se produise à un moment où le système national tire au maximum de sa capacité, pour que l'ensemble des centrales, alors débordées par une trop forte demande, tombent en rade illico. Hier, c'est précisément la rupture d'un câble du réseau Est, alors que la vague de froid sur le pays provoquait, une demande inhabituelle des consommateurs, qui a fait déborder la marmite.

Selon EDF, il faudra deux à trois jours pour rétablir intégralement la production et refaire démarrer les centrales immobilisées. En attendant des coupures de courant auront périodiquement lieu aux heures de pointe.

La stupéfiante fragilité du système électrique dans les pays industrialisés est à nouveau démontré. Cet édifice hyper-centralisé n'est qu'un château de cartes : le recours massif à l'électronucléaire aggravera encore ce fait. Toutes les centrales nucléaires aujourd'hui en fonctionnement connaissent des pannes à répétition. Leur taille de plus en plus gigantesque — Fessenheim produit déjà à elle seule 5 % de l'électricité en France — rend ces accidents sans cesse plus lourds de conséquences. Ce n'est pas cette évidence qui empêchera la bourgeoisie de réaliser son dément programme électronucléaire, car la naissance de cette nouvelle source de profits énormes passe avant toute autre considération.

Jean-Paul Romain

dans la Loire

## Face au baron Empain

**A**UJOURD'HUI, une conférence de presse du P-DG de Creusot-Loire expliquera la nécessité de licencier une partie de ses ouvriers : lui aussi veut profiter de la vague de cet hiver pour « rentabiliser » au mieux ses installations ! Dans la Loire, où il emploie 25 000 salariés en tout en comptant les entreprises sous-traitantes, ses décisions sont attendues, même si le directeur local avait annoncé que le CE sur les licenciements était remis à janvier. « Le problème pour nous n'est pas de mener une lutte au finish dans une usine de 1 500 : ce que nous voulons faire, c'est unir tous ceux du département de la Loire ». Cette réflexion de militants CGT et CFDT de Marrel résume leurs projets pour les semaines qui viennent.

Le trust Creusot-Loire, l'un des groupes dirigés par le baron Empain est un adversaire de taille !

## une diversion déjouée : la loi anticasseurs contre les délégués

Rive-de-Gier, de notre envoyé spécial

Depuis septembre, l'échéance de la restructuration est arrivée : 80 licenciements ont été demandés à l'inspection du travail, puis 200 licenciements ont été annoncés en octobre à l'usine Creusot-Loire c.e. Saint-Etienne. Fin novembre, la direction disait enfin ce qu'elle voulait réellement : 800 licenciements étaient annoncés, ce qui correspond à l'échec du secteur des laminés produits dans la Loire, aux yeux de la direction du groupe ; mais cela correspond aussi au maintien de l'aciérie pour tôles hyper-lourdes et lourdes, produites pour le nucléaire et pour les recherches de pétrole en mer du Nord, équipée de fours électriques, et considérée comme assez rentable.

L'une des grandes forces sur laquelle tous comptent à Rive-de-Gier, si elle se maintient, est l'unité, qui s'est déjà manifestée en cette rentrée, tout particulièrement lors du passage au tribunal de 9 délégués de Marrel (Rive-de-Gier) et d'un ouvrier. Ils étaient accusés d'avoir séquestré le direc-

teur en juillet dernier, parce qu'ils avaient discuté à une centaine avec lui, pendant 5 heures, dans un local ouvert où une sono avait été installée pour permettre à tous les ouvriers de suivre le débat : le directeur avait sanctionné un ouvrier à cause d'un incident survenu pendant une grève tournante ; il s'était trouvé devant une riposte unanime.

Ne pouvant prouver la séquestration, et devant la mobilisation de 1 200 manifestants à Saint-Etienne, l'accusation s'est transformée en poursuite au titre de la « loi anticasseurs » : le jugement sera rendu le 25 janvier... La menace de licenciement des délégués reste.

Mais l'unité qui s'est formée à l'occasion de ce procès est un gage pour la suite : à l'invitation de la LCR, un appel unitaire, signé par le PC, le PS, le PSU, la LCR, la CGT, la CFDT, la CFTC avait été mis au point et distribué.

Si cette force reste unie devant les licenciements, il n'est pas sûr que le groupe Creusot-Loire arrive à ses fins.

Pierre Rème



● La fédération CGT de l'éclairage demande à ses agents de ne pas faire de coupures d'électricité demain, jeudi, lors de la journée d'action décidée par cette centrale syndicale. Cette décision qui a été prise à la suite de la panne d'EDF hier, mardi, n'annule pas les consignes de grève du personnel de l'EDF pour obtenir l'abrogation des mesures concernant la Sécurité sociale.

● Le comité Larzac a dénoncé lundi soir « l'hypocrisie du préfet de l'Aveyron, malgré un

discours faussement humanitaire quand il veut faire croire qu'une solution acceptable par tous est possible, alors qu'il s'agit tout simplement de porter un coup mortel à l'agriculture du Sud-Aveyron, à l'économie, à l'environnement et à l'avenir de notre région ». Le comité Larzac poursuit en déclarant que le préfet de l'Aveyron est « incapable de faire respecter par les militaires les engagements élémentaires qui doivent éviter les affrontements quotidiens et rétablir la paix sur la Cause ».



## préparation du III<sup>e</sup> congrès de la LCR

tribune de la tendance II

# quelle intervention dans les entreprises ?

Les militants ouvriers révolutionnaires sont peu nombreux et donc extrêmement isolés au sein de leur classe. La tentation est grande de camoufler cet isolement par des gadgets politiques ou organisationnels.

Ce sont les « comités unitaires de base » de l'OCI, la « gauche ouvrière » de l'OCT, les tracts pour « prolo moyen » de LO, « l'avant-garde large » de la LCR. Ce sont les tentatives de faire voter des motions syndicales sur le désistement au deuxième tour ou le gouvernement PC-PS. Ce sont les joies des réunions entre gauchistes dans les unions locales CFDT, la pratique de bureaucrates d'extrême gauche dans les appareils ou congrès syndicaux. Cela n'a rien à voir avec une pratique révolutionnaire dans les entreprises.

Pour nous, il n'y a pas de

mot d'ordre « miracle ». Pas de hochets, de gadgets dits de « front unique » à agiter devant la classe ouvrière pour qu'elle pousse les directions à s'attaquer contre leur gré (et surtout contre leurs intérêts) à la bourgeoisie. Notre tâche

### Contre la hiérarchie et la bureaucratie pour l'auto-organisation

Pour abattre la bourgeoisie, la classe ouvrière doit résoudre plusieurs problèmes :

réaliser son unité, acquérir son indépendance vis-à-vis des autres classes, prendre ses affaires en main, organiser son auto-défense. Nous devons donc avancer, dès maintenant, pas à pas, dans ces directions.

Réaliser l'unité de la

classe ouvrière, ce n'est pas se lamenter sur la division PC-PS ni hurler à l'unité CGT-CFDT-FO-FEN, c'est lutter quotidiennement contre tous les indices, catégories, statuts, contre le racisme, contre le sexisme (droit de cuissage, inégalités de salaires) : contre les discriminations dont sont victimes les jeunes ; contre le chômage, pour des augmentations uniformes.

consiste à être présents dans les luttes de la classe ouvrière. Nous devons favoriser ces luttes par l'explication patiente, la formation en profondeur, contre la hiérarchie et la bureaucratie, pour l'auto-organisation.

Lutter pour l'indépendance de la classe ouvrière, ce n'est pas chasser les radicaux et les gaullistes de gauche de l'Union de la gauche. C'est dénoncer le rôle de la maîtrise, des bureaux de méthode, des services de personnel, des petits chefs, des cadres, etc., c'est dénoncer toutes les structures de collaboration de classe (comité d'entreprise, conseil d'administration...).

Prendre ses affaires en main, ce n'est pas appeler le PC et le PS à s'unir pour gouverner ou appeler Ségué, Maire, Bergeron, Henry à lancer la grève générale. C'est dénoncer et entamer la lutte contre toutes les formes de délégation de pouvoir dans l'entreprise (délégués du personnel, commission hygiène et sécurité, comité d'entreprise, etc.) dans les syndicats (délégués, secrétaires,

« responsables » à vie), dans la politique (contre le Parlement). C'est lutter pour toutes les formes d'auto-organisation (décision prise par atelier, par bureau ou par assemblée générale suivant les cas,

mise en place de direction de lutte démocratique).

Organiser l'autodéfense ouvrière, c'est mettre en place des piquets contre les jaunes et les cadres briseurs de grève, contre les flics.

### Dès maintenant...

En raison de l'état des luttes ouvrières et de l'implantation des révolutionnaires, ces tâches sont immenses et la concrétisation difficile. Cependant, dès maintenant, l'activité de nos militants ouvriers doit être une illustration permanente de notre politique : refus de toutes les divisions entre ouvriers, refus du sexisme, du racisme, haine de la hiérarchie, dénonciation des magouilles des bureaucrates et du patronat dans les CE, CA, etc. ; refus

de s'installer dans le rôle de délégué permanent, cumulant les mandats de toutes sortes ; diffusion de littérature marxiste, organisation de cercles ouvriers d'étude et de réflexion...

Vu la faiblesse de notre expérience et notre faiblesse numérique, ceci doit être la tâche essentielle de toute l'organisation tant du point de vue militant que de celui de l'élaboration.

Secrétariat de la tendance II

tribune de la tendance III

# comment préparer la grève générale

La discussion sur notre intervention dans le « travail de masse » sanctionne les divergences que nous avons avec le texte du « projet de thèses » adopté par la majorité du comité central. Colles-ci, centrées sur l'analyse de la conjoncture, sur la conception et l'application d'une politique de front unique, sur une démarche sectaire vis-à-vis des organisations d'extrême gauche qui

### Dans les syndicats

La T4 surestime la combativité ouvrière et la radicalisation : « La radicalisation et la volonté de résistance de la classe ouvrière sont si fortes qu'elles traversent aujourd'hui les grandes organisations y suscitant des crises sans précédent dont le 40<sup>e</sup> Congrès de la CGT a été un témoignage » (tribune libre T4, « Rou-

se nourrissent elles-mêmes de cette attitude, se retrouvent, bien évidemment, tant en ce qui concerne l'intervention, tant dans le cadre syndical que dans les mouvements extérieurs aux organisations traditionnelles. C'est même en fonction de l'importance pratique de ces divergences que nous nous sommes constitués en tendance.

se nourrissent elles-mêmes de cette attitude, se retrouvent, bien évidemment, tant en ce qui concerne l'intervention, tant dans le cadre syndical que dans les mouvements extérieurs aux organisations traditionnelles. C'est même en fonction de l'importance pratique de ces divergences que nous nous sommes constitués en tendance.

1) L'affirmation que le thème de « la fusion syndi-

cale est agitative », vu la profonde aspiration à l'unité des travailleurs. Ce qui relève d'une confusion pour le moins fâcheuse entre la nécessaire bataille pour l'unité d'action syndicale et la perspective juste, mais irréalisable dans l'immédiat, d'une telle fusion : ce qui illustre là aussi le caractère incantatoire et propagandiste de l'intervention telle qu'elle est prônée par la T4. Sans oublier les petits penchants qui consistent à réclamer l'unification CGT-CFDT-FO et FEN au moment même où on explique que « la division est le verrou principal aux luttes ».

2) Face à la politique de recentrage de la CFDT ouvertement prônée par Maire, suivie à petits pas par la CGT (cf. rapport Moynot au 40<sup>e</sup> Congrès), il est plus que jamais nécessaire que s'expriment et se structurent les oppositions à cette orientation faussement réaliste et

réellement collaborationniste.

Or, à ces oppositions, la base d'accord politique que propose la T4 pour construire des tendances « luttes de classes » est sectaire et dogmatique lorsqu'elle leur demande d'être d'accord sur un programme qui va des revendications jusqu'au mot d'ordre de gouvernement sans oublier... la fusion syndicale. Plate-forme dont on ne voit plus la différence avec... la nôtre, ce qui est une conception de l'unité pour le moins restrictive. Autant nous luttons pour convaincre les militants et structures syndicales dans lesquelles nous intervenons de l'ensemble de nos idées, autant il est faux d'en faire quasiment une condition à un travail commun. Celui-là peut fort bien se faire sur des bases bien plus restreintes.

3) Enfin, sur la question de FO, les thèses prônent

directement une intervention dans cette centrale. Nous devons il est vrai, en finir avec les affirmations « bovines » sur FO, (ce qui est vrai au niveau de Bergeron, du rôle de ce syndicat dans le Livre, ne l'est pas forcément partout au niveau de ses sections syndicales (cf. PTT, Elastelle, etc.) ou elle trouve

le moyen de s'adresser aux travailleurs qu'elle influence. Mais de là à placer cette centrale sur le même plan que la CGT et la CFDT, il y a un gouffre dans lequel il ne faut pas tomber sous peine d'être inefficaces et de nous couper de nombre de militants syndicaux et de travailleurs.

### Mobiliser les travailleurs

Au contraire de la T4 qui pense que « la tâche n'est pas de convaincre les travailleurs qu'il faut se battre contre l'austérité », nous pensons qu'il est urgent non pas de « jouer les marieuses » (campagne de pétitions pour l'unité proposée par le CC), mais bien de persuader les travailleurs de la nécessité d'une riposte d'ensemble : préparer la grève générale au travers d'un plan d'action des syndicats

soutenu par le PC et le PS. Cette bataille pour la grève générale et pour l'unité ouvrière doit être notre activité principale. Voilà qui permettrait de mener une véritable campagne centrale de la LCR pour l'unité ouvrière, contre le plan Barre trois, pour la grève générale. Campagne sur laquelle la T4 est actuellement curieusement discrète.

Collectif T3

RDV

### ● Revue du cinéma- image et son

Le numéro 334 (décembre) de « la Revue du cinéma-image et son » contient la suite d'un intéressant dossier sur le court-métrage en France ; un ensemble d'articles sur le phénomène Walt Disney ; des entretiens avec Chantal Ackerman, Christian Ferley, Marta Metzarus, Raul Ruiz ; un article sur le cinéma breton 1978 (114 pages, 8 F).

### ● Salle de courts mé- trages à Paris

Pour créer un lieu permanent où l'on puisse voir des courts métrages, pour favoriser la diffusion d'œuvres importantes, « oubliées » ou méconnues de la distribution cinématographique, pour contribuer avec d'autres à sortir les courts métrages des tiroirs, une salle de courts métrages sera ouverte à Paris, à partir du 17 janvier. Ce sera le Périple, à Vidéo Ciné-Troc (8, villa du Parc-Montsouris, 75 014 Paris, tél. 588.21.65.). Un cycle de films du cinéaste néerlandais Johann Van der Keuten est prévu du 17 janvier au 13 février.

### ● Films pour l'enfan- ce

Le 3<sup>e</sup> festival international de France du film pour l'enfance et la jeunesse aura lieu à Strasbourg du 27 avril au 3 mai 1979. Pour tous renseignements, s'adresser au centre national français du film pour l'enfance et la jeunesse, 109-111, rue Notre-Dame-des-Champs, 75 006 Paris, tél. 326.14.88.

### ● Cinéma français 1930-1956

Sous le patronage du Centre national de la cinématographie, de l'Association française des cinéastes d'art et d'essai et de la Société des réalisateurs de films, le cinéma Action-République (Paris) organise pendant quatre mois, à partir du 20 décembre, un cycle consacré au cinéma français de 1930 à 1956. Près de deux cents films dont beaucoup n'ont pas été programmés depuis vingt ans seront projetés pour combler un vide injuste et scandaleux concernant une des périodes les plus riches et les plus sous-estimées du cinéma français. Une plaquette sera éditée à l'occasion.

### ● Cinéma topique

Après deux numéros consacrés à un grand dossier « Cinéma et théâtre », le numéro 42 (décembre) de la revue « Cinématographe » contient le début d'un dossier sur le néoréalisme italien (Visconti, Rossellini), des entretiens avec Dustin Hoffman, Luigi Comencini, Claude Sautet, Alan Rudolph, Michel Drucker, etc. (100 pages, 15 F).

## cinéma

# près des Philippines

« Insiang » un film de Lino Brocka

**P**ARIS, capitale du provincialisme européen-centrique. Après Cannes, Paris découvre l'existence d'un cinéma aux Philippines. C'est le hasard qui joue : untel a été ébloui par « Insiang », en parle à tel autre qui à son tour le recommande auprès de qui il faut pour que le film soit présenté au festival de Cannes 1978.

On découvre par la même occasion qu'on produit environ cent cinquante films par an aux Philippines, que le star-system marche à fond et que Lino Brocka a déjà tourné une quinzaine de longs-métrages avant « Insiang ». Harcelé dès l'étape du scénario par une censure sévère, Brocka essaye de contourner les conventions du cinéma philippin : il travaille sans grandes vedettes, avec un budget réduit, il tourne un film en quinze jours.

« Insiang » a les apparences du mélodrame typique du cinéma des années cinquante. Une jeune femme, violée par l'amant de sa mère, organise sa vengeance de telle façon que ce soit la mère jalouse de sa propre fille qui tue l'offenseur. L'intérêt du film se trouve au-delà de ce sujet développé de manière linéaire.

C'est l'impact du constat social qui frappe d'emblée. Brocka a tourné en décors



naturels. Surtout, il a mis en scène de sorte à toujours rendre omniprésent le contexte : un taudis misérable, sans intimité ou isolement possible. Quelques images suffisent à suggérer le type de travail, les relations sociales, le mode de vie que partagent les habitants d'un tel lieu.

Il ne s'agit pas du panachage d'images documentaires avec des éléments de fiction, mais de mise en scène

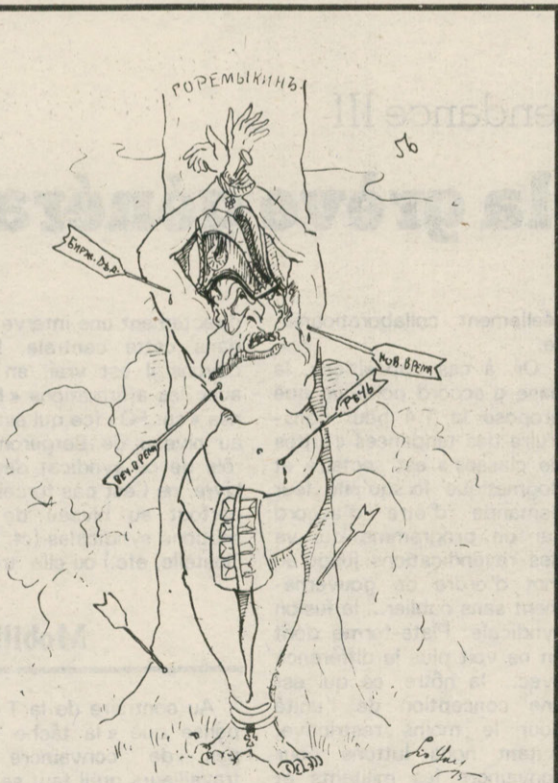
proprement dite, c'est-à-dire, de la relation constante entre situations dramatiques, jeu de comédiens, décors et objets, espace et regards. Des comédiens assez extraordinaires, d'ailleurs, dirigés de façon très précise par Lino Brocka : malgré l'obstacle de la langue, nous pouvons apprécier les nuances de leurs gestes et attitudes.

Apparemment classique dans son style, « Insiang »

permet de revenir sur le débat concernant le cinéma du tiers-monde : faut-il rejeter les codes dominants, faut-il trouver un langage propre tenant compte de la culture nationale ? Lino Brocka a choisi de travailler dans son pays et de communiquer avec son public, malgré les multiples contraintes de tous ordres que cela implique de déjouer. Il a choisi de renvoyer à son public l'image de la réalité so-

ciale, au lieu d'une mystification quelconque. Plongeant dans cette réalité, « Insiang » peut aussi nous toucher, aussi loin soyons-nous des Philippines. Est-ce une réponse au débat ? En tout cas, ce film de Lino Brocka est une réussite. Il mérite davantage que le succès d'estime auquel semble le condamner une sortie quelque peu suicidaire.

Paulo Antonio Paranagua



### dessins d'Eisenstein

Le centre Pompidou (plateau Beaubourg, Paris), présente en ce moment une exposition de dessins du grand cinéaste soviétique Serguei Mikhaïlovitch Eisenstein. Ebauches de décors, costumes, organisation de l'espace et mouvements pour ses films, aide-mémoire d'observations diverses, mais aussi caricatures ou délires fréquents d'un cinéaste chez qui coexistaient la raison et la passion foisonnante dans toutes les directions. Il ne faut pas rater cette exposition.

## « la malédiction de la panthère rose »

de Blake Edwards

Peut-on encore parler de film devant cette 5<sup>e</sup> mouture des aventures de l'innénarrable inspecteur Clouseau, ou plutôt de « 5<sup>e</sup> épisode » d'une série « à suivre » qui fonctionne désormais sur le modèle des bandes dessinées de série, avec héros, personnages repères (Cato, Dreyfus...) et ses rythmes de parution réguliers...

En fait, transparait ici le défaut qui guette toute tentative de vouloir exploiter « a maxima » un filon, aussi bon soit-il... l'essoufflement !

Il y a en effet d'excellents gags cette « Malédiction de la Panthère rose », en particulier, tous ceux qui ont trait aux changements de personnalité de Clouseau (successivement « Toulouse-Lautrec », « Capitaine courageux » ou « Parain » matiné de Brando...) et aux embuscades domestiques dressées par le dévoué Cato à l'intention de son maître... C'est là que réside le délire le plus fou et le sens merveilleusement absurde des gags les plus énormes et les plus insensés.

A part cela, il faut bien bâtir une intrigue autour de ces

gags, et le scénario bâille souvent aux endroits où il aurait justement fallu le resserrer... Bâti, dans l'épisode précédent, autour d'un prétexte digne d'une BD style « Mad » ou d'un vieux Laurel et Hardy, le scénario jouait magistralement d'une utilisation poussée à l'absurde des gags souvent les plus éculés (ex : le rateau posé par terre...)

Ici, il faut bien admettre que le scénario est bâclé, qu'il colle mal aux gags et ne sert que de pâle toile de fond.

La seule originalité (et encore seulement dans la version originale) réside dans l'utilisation d'un dialogue pétri d'une foulditude d'allusions plus grivoises les unes que les autres... mais comme en plus, certaines péripéties du scénario pêchent un peu trop ostensiblement de ce côté (la travesti, la maison close...) on voit où le scénariste a essayé d'aller chercher le verbeur qui manquait à l'ensemble !

Bref, comme on dirait d'une bande dessinée de série : « C'est pas un très bon Clouseau ! Vivement le prochain ! »

Michel Laszlo

## « les Russes ne boiront pas de coca-cola »

Bien sûr, ce n'est pas aussi bon que « le Pigeon » ou « Nos héros réussiront-ils...? », bien sûr c'est souvent longuet, bon enfant, mais c'est quand même un plaisir simple et efficace qui est procuré par ce divertissement, tourné voici dix ans par Comencini en parodie des films de James Bond.

Manfredi, agent secret malgré lui, y retrouve une bande de minables qui accumulent gaffes et catastrophes en voulant se mêler à une haute intrigue internationale. Voici un film où on imagine volontiers les scénaristes atablés devant des boissons fraîches, et enfantant paresseusement les épisodes les plus absurdes, retenus pour le seul amusement qu'il leur procure ; il reste pas mal de ce plaisir-là sur l'écran.

P.L.T.

## musique

## jazz : concerts, festival, revues et polémique

Très vite. La fin de l'année sera chaude. De très bons concerts en perspective. D'abord à Campagne-Première (rue Campagne-première), du 21 au 31 décembre en vrac : Steve Lacy, Albert Mangelsdorff, Derek Bailey, Irène Aebi, Takaisa Komgi, Richard Tetelbaum, Robert Dick, Michael Smith, Kent Carter, Michel Portal. Ouf ! Une programmation de cette taille ne se présente pas tous les jours. Avertissement, c'est résolument une musique contemporaine, parfois difficile, mais passionnante. Profitez des congés et remplissez la salle. Du 26 au 30 décembre au Totem, Archie Shepp (66 avenue d'Ivry).

En banlieue la palme revient à la MJC de Montreuil : le 20 vous y verrez l'opéra de Christian Rollet, Maurice Merle et Steve Waring, « Opéra jujub » : musique pour tous et les enfants d'abord. Le lendemain les mêmes ou presque dans le cadre du « Workshop » de Lyon à Corbeil dans l'Essonne.

Le 30, le super-pied à Ris-Orangis pour la quatrième fête du jazz. La fine fleur du jazz français y présentera ces dernières productions : François Jeanneau, Christian

Escoudé, Texier, Lockwood, Capon, Didier Levallet, Joseph Traindl, « Un drame musical instantané », Jean-Pierre Mas, Cesarius Alvin, Bernard Lubat et Michel Portal.

En province malheureusement bien desservie vous pourrez toujours vous consoler en allant nombreux soutenir Albert Mangelsdorff en souvenir du « Globe unity orchestra » dont on n'a plus aucune nouvelle : les 21 et 22 à la Rochelle.

Mais si pour une raison ou pour une autre vous restez calfeutrés chez vous, munissez-vous des derniers numéros de « Jazz hot » et de « Jazz magazine ». Deux numéros intéressants.

Dans « Jazz mag » un débat sur la musique en France avec Marmande de « Jazz mag », Conrath de « Libération », et des musiciens : Jacques Berrocal, Claude Parle et Michel Portal ; un dialogue Butor/Réda sur l'improvisation du temps ; enfin les conseils judicieux de Pierre Cullaz, professeur au CIM, pour choisir une guitare.

Dans « Jazz hot » un dossier sur l'AACM de Chicago : un bilan de treize années de militantisme pour la propagation et la connaissance de la

« great black music ». Un numéro important.

Enfin pour la bonne bouche, un peu de polémique. Dernièrement monsieur Laurent Goddet, rédacteur en chef de « Jazz hot » publie un article de bilan sur l'un des deux festivals de musiques européennes improvisées ayant eu lieu en France : « Sens music meeting ». Cet article était une attaque en règle contre ceux que Goddet appelle les « souffleurs de trompettes en plastique et les tripoteurs de boîtes à musique ». Particulièrement visés dans cet article :

## La Saint-Barthélémy du jazz

Rien ne va plus entre Letheule et Baudet. Interrogé de force dans les locaux de la PJ (police du jazz), Norbert Letheule avoue sous la torture du pick-up (ils ont osé) : « Je suis un gros enclé. Eh oui. Après deux ans de concubinage, deux années d'un long boulot sans tache (plus bas les électrodes)... Un beau matin... Laurent est sorti... Soit disant pour aller hacher un rouleau de « Jazz hot ». (« Jazz hot » le mensuel qu'on lit d'un derrière discret)... il n'est jamais revenu... »

Donc un drame passionnel.

les sieurs Portal et Lubat. Mon camarade Letheule qui n'est pas musicien mais qui officie néanmoins dans la « Compagnie Lubat » lui répondit derechef dans « Libération » assez vertement. Notre prétentieux jeune homme s'offrit dans les colonnes de notre cher confrère un droit de réponse dont il n'a pourtant aucunement besoin ayant déjà tout « Jazz hot » à sa disposition. Voici offert par « Rouge » la deuxième réponse de mon ami Letheule à la première réponse du baudet : à vos joints, près, partez :

Et tout ça mes louloutes c'est « Rouge » qui vous l'offre, « Rouge » le « Ici Paris » du Jazz.

PS : Parlons sérieux. Je suis un artiste d'avant-garde... Laurent Goddet n'est pas un fasciste. Waurent Goddet est un merdeux. Tant que Laurent Goddet sera rédacteur en chef de « Jazz hot » les musiciens européens continueront à crever de faim... J'arrête, le pain quotidien m'attend au coin de mon vicère : la scène.

Norbert Letheule



## « le pompier de mes rêves » : une comédie musicale à Paris

« Drinkin' rum and Coca-Cola... » On commence en swingant, on enchaîne avec du disco bien d'aujourd'hui et on termine avec un peu de reggae. Au milieu, quelques-uns des airs les plus connus de « Carmen » de Bizet essaient de s'imposer. Sans succès : dans les coulisses de l'opéra de Roubaix, on pense

à autre chose. Au dernier régime amaigrissant, à Travolta, à la finale d'un match de foot... ou à l'adorable pompier de service planté là, son superbe casque sur la tête, bien peu ému par les assauts de séduction des quatre ballerines figurantes.

Tout ça est bien dans la

tradition du spectacle de café-théâtre. Les ingrédients sont bien là : références un peu acides à l'actualité, caricatures bien envoyées des derniers engouements (planche à roulette, disco, etc.) On a même droit, avec l'élection d'une « Reine d'un jour » à l'inévitable pastiche de concours radiophonique. C'est

drôle, c'est bien enlevé. Musique et danse sont utilisés astucieusement ce qui est rare. Un moment de rêve, peut-être pas, mais un moment de rire comme on n'en vit pas assez souvent.

Marc Perri

• Théâtre du Marais, 22 h 15, 278.50.27



## « Funny Girl »

de William Wyler  
à 20 h 30 sur FR3

Imaginez les craintes, les sueurs et les frissons dans le dos, lorsque William Wyler, l'académique, le très hollywoodien et très « officiel » William Wyler, décida de porter à l'écran la biographie de la célèbre Fanny Brice, l'une des grandes gloires des fameuses « Ziegfeld Follies », qui firent les beaux jours de Broadway dans les années 1910... Les grandes comédies musicales de Minnelli et Donen étaient déjà reléguées pour cause d'austérité dans les cinémathèques, et lorsque la Columbia aligna les zéros sur le chèque du budget du film, pas un seul cinéphile n'aurait osé parier une roupie sur les cheveux blancs de Monsieur Wyler !...

Mais c'était compter sans le fantastique talent d'une petite juive de Brooklyn, nommée Barbara Streisand. Dotée d'un registre vocal assez étendu, capable de danser sans se prendre les pieds dans le tapis, elle sait vous faire oublier son physique peu harmonieux par son espièglerie, sa fantaisie, et la profonde maîtrise avec laquelle elle peut jouer de registres aussi différents que la bouffonnerie ou le mélodrame...

Fabuleuse Barbara Streisand, sans qui « Funny Girl » n'aurait été que ce chichis pompeux et vaguement raisonnable que Wyler concoctait et qui pointe parfois le bout de l'oreille, lorsque Barbara sort de scène ou qu'elle laisse l'espace d'un moment, l'action s'affadir ou ralentir.

Si l'on débarrasse le film de Wyler de pas mal de scories qui l'alourdissent inutilement (mais Wyler n'a jamais travaillé « dans la dentelle »...), je crois qu'il reste un très beau « musical », porté à bout de bras par une remarquable chanteuse, qui, dans la séquence finale, par son interprétation du célèbre thème « My Man » est tout simplement bouleversante.

Michel Laszlo



12.15. Réponse à tout. 12.30. Midi première. 13.00. Journal. 13.35. Les visiteurs du mercredi. 17.55. Sur deux roues. 16.25. Pour les jeunes. 19.10. Une minute pour les femmes. 19.20. Actualités régionales. 19.45. C'est arrivé un jour. 20.00. Journal.

20.30. Everest 1978 ou les Français sur le toit du monde.

22.00. La revue de Charlot. Le Pèlerin, de Charlie Chaplin (1923). Charlot s'évade de prison et, afin de passer inaperçu, revêt des habits de pasteur. Mal lui en prend... Charlot soldat, de Charlie Chaplin (1918). Charlot, nouvelle recrue, s'installe, avec l'Amérique, dans la guerre. Mais il excelle dans l'incompétence militaire...



14.00. Aujourd'hui Madame. 15.15. Tant qu'on a la santé, de Pierre Etaix (1973). 16.25. Récré A2. 18.35. C'est la vie. 20.00. Journal. 20.30. Sam et Sally.

21.35. Les tricheurs, de Marcel Carné (1958) avec Pascale Petit, Laurent Terzieff et Jacques Charrier.



20.30. Funny girl, de William Wyler (1968). Avec Barbara Streisand et Omar Sharif. Lire notre article.

Gabor Winter ne doit pas être extradé

une lettre ouverte d'intellectuels français

Aujourd'hui, la chambre d'accusation de Paris doit rendre son arrêt au sujet de la demande d'extradition faite par la République fédérale d'Allemagne, concernant Gabor Winter (voir « Rouge » du mercredi 29 novembre). A la veille de cet arrêt, un certain nombre d'intellectuels français ont adressé au garde des Sceaux une lettre ouverte dans laquelle ils exposent les irrégularités qui sont apparues lors de l'audience du 29 novembre dernier à cette même chambre d'accusation. Ils demandent à Peyrefitte de ne pas procéder à l'extradition immédiate de Gabor Winter au cas où la chambre d'accusation prononcerait aujourd'hui un avis favorable à la demande d'extradition. Si un tel délai possible, les irrégularités constatées pourraient être soumises à la cour de cassation. Cette lettre est signée : « Avec les amis de Gabor Winter, Claude Bourdet, Georges Casalis, Claude Mauriac, Jean-Paul Sartre, Jean-Pierre Faye. »

Gabor Winter âgé de vingt ans, est réclamé par la RFA. On l'accuse de « terrorisme » : on a seulement trouvé des écrits subversifs chez lui. Son seul délit : un vol de carte d'identité. Si l'Etat français l'extrade, il risque une lourde peine en Allemagne.



• Andreï Sakharov et sa femme Elena ont déclaré lundi aux correspondants occidentaux à Moscou qu'ils entreprendraient le 3 janvier une grève de la faim d'une durée illimitée si Mme Sakharov n'était pas autorisée d'ici là à se rendre en Italie pour s'y faire soigner les yeux.

Elena Sakharov a déjà été opérée trois fois des yeux dont deux en Italie. Elle a déposé une demande de visa en février dernier et n'a obtenu, depuis, que des réponses dilatoires de la part des autorités.

Elle souffre d'un glaucome, des suites d'une blessure reçue pendant la Seconde Guerre mondiale.

aujourd'hui mercredi réunion impérative de tous les cercles «Barricades» de Paris au 10 impasse Guéméné à 14h30

sidérurgie

Longwy : pari tenu

LES syndicats avaient permis de faire hier de Longwy la capitale de la Lorraine en lutte. Ils comptaient rassembler de 15 000 à 20 000 personnes ; le nombre hier à 15 h y était, et largement. Un long serpent s'est déroulé deux heures durant dans les rues de Longwy, au rythme des sifflets des sidérurgistes, pour signifier, comme

l'indiquait la banderole de tête signée CGT, CFDT, FEN, FO, CGC, qui affirmait : « Longwy vivra ».

Ce premier succès devrait servir de coup d'envoi pour les prochaines actions : la journée « Valenciennois en lutte » d'aujourd'hui, et l'assemblée générale de ceux d'Usinor qui tiennent une assemblée générale ce matin.

« Longwy ville morte » hier ? Dans un sens oui : les rues vides, les vitrines de magasins aveugles, les rideaux baissés par dizaines, de rares passants, la plupart porteurs d'un badge CGT ou CFDT. Mais les syndicats ne décolleraient pas d'avoir vu se répandre cette expression « ville morte » dans la presse. « Vous voulez nous enlever ou quoi ? », fulminait-on au siège de la CGT. « C'est Longwy qui veut vivre et travailler que nous voulons montrer. » Même son de cloche au siège de la CFDT, transformé en véritable ruche. « C'est le patronat qui veut faire de Longwy une ville morte ».

Rarement population aura été aussi unanime. Dès midi, les syndicats estimaient à 30 000 le nombre des grévistes sur une population de 35 000. « Même ceux qu'on arrivait plus à toucher sont tous là », notait un responsable CFDT de l'EDF.

« Ça faisait peut-être dix ans qu'on avait pas vu ça. » Les conducteurs de cars bloquaient les entrées de la ville de 6 h jusqu'à 9 h ; Unanimité fragile, cepen-

dant, quand on voit le tract CFDT proposer de poursuivre la grève, tandis que Sainjon, secrétaire de la CGT, affirme : « Il ne faut pas agir précipitamment », et rappelle qu'il vient de remettre un gros mémorandum au ministère de l'Industrie. Face à une CFDT minoritaire et débordante d'activité — le SOS sur le crassier, la radio libre, c'est elle... — la CGT paraît triste. Et déjà, sur les formes de lutte, se dessinent des divergences possibles.

L'après 19, pourtant est dans toutes les têtes. « Il faut partir des luttes locales répètent les responsables de la CFDT. » « C'est dans les usines que tout se jouera », estime la CGT. Des constatations de bon sens.

Les expériences antérieures incitent à la vigilance et rendent lourdes de menaces des affirmations à courte vue, comme cette banderole du PC : « La Lorraine ne sera pas la vassale de la RFA ! » A l'heure où les sidérurgistes allemands, poursuivant leur grève ont de plus en plus besoin d'une solidarité. A Longwy, hier, visiblement, le problème de la

coordination internationale de la lutte n'était pas présent...

Au terme d'une journée qui a dépassé, et de loin, les espérances des responsables syndicaux, il est sûr que les projets pour la suite de l'action vont être débattus sous un angle nouveau.

Eric Eauvives

Bergeron s'inquiète de la situation dans la sidérurgie : « Les difficultés dans les régions comme la Lorraine peuvent conduire à des réactions de désespoir. » Il a par ailleurs formulé une demande d'audience au Premier ministre : « Il faut allonger les délais pour avoir le temps de trouver des solutions de remplacement pour assurer des emplois à ceux qui vont être licenciés. »

Pierre Mauroy demande au gouvernement « un plan d'urgence pour le Nord-Pas-de-Calais, afin d'arrêter l'hémorragie de la région. » Mais il a aussi ajouté : « Le dossier de la sidérurgie est exemplaire de l'échec du gouvernement. »

Gustave Ansart, député communiste du Valenciennois, a déclaré : « C'est cela la politique européenne du gouvernement. Ce qui se passe dans la sidérurgie montre que déjà en ce qui concerne notre industrie le centre des décisions n'est plus en France mais à Bruxelles. »

sidérurgie allemande

le front gréviste tient

Au train où vont les choses, il y a bien peu de chances que la grève de la sidérurgie allemande s'achève avant la fin de l'année. La direction de l'IG Metall, a, en effet, dû repousser le projet de compromis proposé par le patronat.

Pour l'essentiel ce projet consistait à diviser le front gréviste en proposant de très légers allègements du temps de travail qui ne s'adressaient qu'à la moitié des ouvriers de la branche : ceux qui travaillent en 3 x 8 ou de nuit.

La manœuvre de division était évidente. Elle s'est heurtée à la très grande combativité des grévistes pour qui la revendication des 35 heures est désormais un horizon indépassable. Aussi des dirigeants comme Herb, chef de l'IG Metall dans la Hesse, ont dû refuser ce compromis, pour la bonne raison que, soumis à la pression de la

base, ils savaient quelle colère ouvrière aurait suscité la signature du compromis ; le président du syndicat, Loderer, partisan de terminer cette grève au plus vite (poussé dans ce sens par Schmidt aussi, dit-on), s'est donc trouvé isolé.

Dans les gros bastions de la grève, du coup, le front de la combativité s'est ressoudé.

Le chantage du patronat qui, entre autres, a expliqué qu'il va devoir passer des contrats de longues durées avec l'étranger et que cela débouchera sur des licenciements, se heurte à une résolution croissante. A Westphalen Hütte, par exemple (Dortmund), les travailleurs vont renvoyer en bloc les lettres de mise en garde adressées par le patron.

Dans le Bade-Württemberg, les syndicalistes font des collectes pour les grévistes de la Ruhr.

Cette situation fait venir au

premier plan deux préoccupations : n'y a-t-il pas urgence à étendre la grève au moins à l'ensemble de la sidérurgie ?

De plus en plus nombreux sont les grévistes qui ne craignent pas de dire que s'il faut tenir au-delà du Nouvel An, ils tiendront. Mais la condition de la victoire, dans cette guerre d'usure, n'est-elle pas que la grève s'étende à toute la branche, que le patronat, menacé de rupture totale d'approvisionnement, soit acculé à céder ?

L'autre question que l'on se pose de plus en plus est la suivante : les patrons n'essaient-ils pas de faire venir de l'acier de l'étranger, notamment de Lorraine. Au moment où les sidérurgistes lorrains sont aussi en lutte, la vigilance des travailleurs des deux pays, de leurs organisations syndicales s'impose à ce propos...

Tom Jordan

Giscard en Guinée-Conakry aujourd'hui

20 ans après le non à De Gaulle, les avatars du «socialisme» de Sekou Touré

Il y a vingt ans, le 2 octobre 1958, la Guinée proclamait son indépendance et demandait à négocier avec la France un accord d'association. L'impérialisme français répondit par un retrait rapide de son assistance technique, l'arrêt de ses investissements dans les mines — à l'exception de l'usine d'alumine de Fria quasi-inachevée — et par une fuite accélérée des capitaux, obligeant le régime de Sékou Touré à subir les préjudices d'un isolationnisme rigoureux. Il faudra attendre le 14 juillet 1975 pour qu'officiellement, au terme de 17 années de crise, la réconciliation Paris-Conakry toujours différée, soit véritablement scellée. Les choses vont ensuite aller très vite. En février 1976 les deux capitales procèdent à un échange d'ambassadeurs, en janvier 1977 elle épure le contentieux financier, et aujourd'hui Giscard est reçu pour une visite à laquelle le Parti démocratique de Guinée (PDG) entend donner le plus grand faste.

Interrogés sur cette volte-face les autorités guinéennes reconnaissent qu'il s'agit bien là d'une nouvelle politique étrangère, qui d'ailleurs ne s'adresse pas qu'à la France, les nombreux déplacements de Sékou Touré en Afrique qui n'étaient pas dans ses habitudes, attestent. A les entendre, l'autarcie antérieure correspondait à une phase visant « à consolider les bases de l'indépendance ».

Vision optimiste qui peint de couleurs chatoyantes une « réalpolitik » dont les données ne sont pas, loin s'en faut, aussi favorables au régime. Quelques chiffres précisent les choses. L'agriculture qui concerne près de 80 % de la population active ne fournit que 3 % des importations et un tiers du produit national brut (PNB). 10 000 tonnes de riz ont même dû être importées depuis plus de 10 ans des Etats-Unis pour éviter une pénurie alimentaire qui affecte d'autres produits de consommation courante.

L'industrie qui n'emploie que 0,3 % de la population active et ne fournit que 3 % du produit national brut a vu le nombre d'usines passer de 35 (1960) à 11 (1978). Le montant des dettes extérieures est colossal. 900 millions de dollars aux gouvernements d'URSS, de Chine, de Yougoslavie et à la Banque mondiale. 150 millions de dollars auprès de banques privées. 40 millions de dollars de dette militaire auprès de l'URSS.

En outre, il est clair que les ouvertures politiques amorcées après 1958 en direction de l'URSS, de la Chine ou du Ghana de N'Krumah n'étaient pas de nature à sortir le pays de son ornière et surtout à répondre à ses besoins technologiques et financiers. A posteriori, les rapports avec l'URSS, surtout institutionnalisés par des accords de « clearing » portant sur la bauxite, apparurent au gouvernement guinéen comme fructueux en terme d'accumulation de capital, voire désavantageux. D'où la distance prise depuis quelques années avec Moscou et insensiblement le rapproche-

ment vers les capitales occidentales.

Le retour dans le giron français

L'arrivée des firmes américaines et canadiennes (Alcoa, Noranda, Alcan) pour l'exploitation des fabuleux gisements de bauxite et de fer a désenclavé l'économie, mais aussi favorisé un renforcement de la présence étrangère en Guinée. Par la classique formule des « sociétés mixtes », l'Etat guinéen pouvait recueillir 97 % de ses recettes d'exportation, par le biais des firmes à capitaux occidentaux. Dès lors, dans la droite ligne de l'ouverture à la CEE (Communauté économique européenne assurant 60 % des importations), la reprise d'une « coopération » active avec Paris n'était qu'une question de temps.

Elle ne concernait pas seulement les rapports bilatéraux, mais induisait également une réinsertion de la Guinée dans l'aire néocoloniale de la France. En rencontrant Senghor (Sénégal) et Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire) à Monrovia, Sékou Touré s'est clairement engagé à « promouvoir et faciliter la libre circulation des personnes et des biens conformément aux dispositions du traité de la CEDEAO ».

En 1976, la Guinée adhère à la convention de Lomé et peu après, compréhension oblige, le Fonds européen de développement (FED) lui allouait une « assistance » de 65 millions d'unités de compte pour la période 1976-1980. Il est donc patent que tirant le bilan des années d'autarcie, la petite bourgeoisie affairiste au pouvoir vient d'opter, plus ouvertement encore que par le passé, sur l'implantation du capital international pour stabiliser son système de domination. La phraséologie ne saurait donc faire illusion sur les orientations d'un régime, dont l'expérience initiale suscita en Afrique un formidable espoir populaire, qu'on ne saurait réduire a posteriori à sa pâle copie.

Frank Tenaille

• Demain : Où en sont les droits de l'homme en Guinée ?